

**ENSEIGNANTS CONTRACTUELS**

# Quelle issue pour le mouvement ?

**Les inscriptions pour le concours de recrutement de 28 000 enseignants vont se clôturer ce jeudi. Les contractuels refusent de s'inscrire et continuent leur grève de la faim pour demander une intégration sans condition. La décision de la Fonction publique sur l'obligation de passer un concours pour accéder à un poste semble irréfutable. Quelle issue pour le mouvement des enseignants contractuels ?**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Les enseignants contractuels dont la marche «pour la dignité» a été bloquée aux portes de la ville de Boudouaou, à Boumerdès, continuent leur grève de la faim.

La ministre de l'Education nationale a appelé les contractuels à s'inscrire au concours de recrutement prévu pour le 30 avril prochain et à la reprise des cours. Elle rassure que le concours ne va pas porter sur des connaissances académiques mais plutôt pédagogiques. De part leur expérience, les contractuels, souligne-t-elle, ont toutes les chances devant eux. Alors que la date butoir pour les inscriptions est fixée pour ce jeudi, les enseignants refusent de s'y soumettre et exigent une intégration sans condition. Les contractuels,

explique-t-on, «sont des diplômés universitaires qui viennent demander un emploi auprès du ministère de l'Education sur des postes vacants. Des emplois temporaires qui sont délimités dans le temps et qui ne donnent aucun avantage à un recrutement direct».

Le ministère de l'Education nationale rappelle que les lois de la Fonction publique pour tous les secteurs régissent et réglementent l'accès à la Fonction publique qui est conditionné par des conditions statutaires et par une réglementation mise en place qui soumet tout le monde à une voie de concours sur titre ou épreuve. Le secteur, rappelle la ministre de l'Education a toujours recruté des contractuels et continuera de recruter des contractuels et des



Les contractuels continuent leur grève de la faim.

vacataires. Le mouvement de contestation des contractuels qui a le soutien des autres syndicats du secteur finira-t-il par perturber le troisième trimestre de l'année scolaire ? Pis, s'agit-il, d'une énième attaque contre la ministre de l'Education qui mène déjà une bataille pour défendre le projet de la réforme scolaire et

les programmes de deuxième génération ? Lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, Nouria Benghebrat a souligné que des syndicats et des députés tentent de récupérer ce mouvement. Le Cnapest a déjà annoncé son intention d'appeler à une journée de grève comme signe de soutien à ce mouvement.

Photo : New Press

De son côté, Meziane Meriane coordonnateur du Snapest, qui n'a encore décidé d'aucune action, estime qu'il faut une solution juste et équitable qui doit tenir compte des intérêts des contractuels en poste actuellement et ceux qui n'ont pas eu de poste cette année.

Le secteur compte 25 115 contractuels alors que le concours de recrutement offre 28 000 postes. Benghebrat a intervenu en faveur des contractuels pour arracher la valorisation professionnelle. La fonction publique accorde pour l'expérience professionnelle une échelle de points allant de un point jusqu'à six points.

Ultime concession de la part de la fonction publique ou risque-t-elle de lâcher du lest comme ce fut le cas en 2011 ? Pour le moment, rien ne présage un tel scénario.

Les contractuels qui disposent de contrats à durée déterminée risquent de perdre leurs postes de travail. Finiront-ils par accepter de s'inscrire au concours ? Pour le moment, l'issue de ce mouvement est dans le flou et le compte à rebours pour les inscriptions a commencé.

**S. A.**

**6<sup>e</sup> JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM DES CONTRACTUELS**

## Statu quo à Boudouaou

**8 jours de marche sans discontinuité et 6 jours de grève de la faim passés sous la pluie et le froid, soit 14 jours de protestation commencent à avoir de l'effet sur les corps de certains grévistes mais pas sur leur moral ni leur détermination. «Nous marchions chaque jour de 8 heures du matin jusqu'à 18 heures et parfois jusqu'à 20 heures, avec de courtes haltes pour reprendre notre souffle», précise un jeune gréviste de Béjaïa.**

Justement, hier au moment de notre arrivée au quartier du Plateau à la périphérie ouest de la ville de Boudouaou, l'ambulance de la Protection civile venait de démarrer. Une jeune femme a été évacuée vers une structure sanitaire de la localité pour épuisement. La veille – dans la nuit de jeudi – 2 autres grévistes femmes ont été également évacuées en urgence pour épuisement. «Depuis notre arrivée dans la wilaya de Boumerdès, nous avons enregistré 23 évacuations, soit pour épuisement, soit pour des blessures aux pieds», nous précisera Saïd, le coordonnateur de cette protestation. Une autre nuit rude attend par ailleurs les grévistes puisque dans l'après-midi d'hier, un

orage a éclaté et la pluie a repris de plus belle. Arrêtons-nous un moment au sujet de la santé de ces enseignants qui ont déclenché une protestation totalement pacifique pour réclamer leur intégration dans le corps des fonctionnaires de l'Education nationale. Ces derniers s'étonnent de l'absence d'actes de solidarité des associations de médecins de la région. Et pourtant, ils en ont grand besoin.

Ces médecins ont-ils peur des représailles de la part des autorités, lesquelles autorités avaient, rappelons-le, interdit, mardi au Croissant-Rouge algérien (CRA) de donner quelques couvertures pour protéger les femmes grévistes de la pluie et du froid ? Une autre inquiétude nous a

été exprimée ; la compassion envers leurs compatriotes en difficulté de santé fait-elle défaut à ces médecins engagés par le serment de porter secours aux humains ? En tout cas, les grévistes puisent leur force dans leur détermination, leur solidarité à toute épreuve et leur méthode de lutte expurgée de toute animosité et toute forme de violence, mais surtout de l'acceptation d'endurer des souffrances. «La solidarité des citoyens nous donne de la force», estime Hanane. Fort heureusement, cette solidarité s'exprime de jour en jour.

Hier, les enseignants et les citoyens de Béjaïa ont envoyé un chargement de couvertures et de matelas et une somme de 24 500 dinars pour faire face à des dépenses comme les médicaments. Nous avons aussi rencontré des citoyens venus de cette ville jusqu'à Boudouaou pour exprimer leur soutien et leur solidarité aux grévistes. En plus de ce soutien matériel de la part des Bougiotes, il y a lieu de rappeler que les enseignants des trois paliers de cette wilaya ont,

en cours de semaine observé une journée de protestation par solidarité avec leurs collègues. Hier, nous avons abordé Messaoud Boudiaba, membre de la Direction nationale du Cnapest, chargé de la communication de ce syndicat présent, sur les lieux de la grève de la faim. Il y a lieu de noter que la Cnapest est tout à fait aux côtés des grévistes depuis le début.

Depuis l'entrée des marcheurs dans la wilaya de Boumerdès, à aucun moment nous n'avons relevé une tentative de récupération de la protestation de la part de ce syndicat. Au sujet de la rencontre entre la ministre de l'Education nationale Nouria Benghebrat Remaoun et les syndicats du secteur, Boudiba nous a fait part de l'échec de cette rencontre. «La ministre a demandé aux syndicats d'essayer de convaincre les grévistes d'accepter sa proposition concernant l'attribution des 6 points relatifs au calcul des moyennes du Concours national pour le recrutement des 28 000 enseignants et de

mettre fin à leur action. Le Cnapest a dit qu'il n'a pas le droit de se substituer aux concernés. Nous disons qu'ils sont les mieux placés pour défendre leurs intérêts. A la fin de cette réunion, des syndicats proches de l'administration nous ont proposé de rédiger au sujet de cette grève un communiqué commun. Nous avons refusé.» Ce syndicat, rappelons-le, réunit son Conseil national aujourd'hui. Il est certain que cette pénible affaire des contractuels occupera une place de choix lors des délibérations de cette instance. Concernant précisément l'éventuel appel à une grève générale au niveau national pour soutenir les contractuels en conflit avec leur tutelle, Boudiba reste évasif mais il a tout de même fait une observation. «Vous avez certainement suivi l'actualité et noté le nombre de protestations au niveau de certaines localités. C'est probablement une tendance qui se dessine». En clair, une position plus musclée du Cnapest n'est pas à exclure.

**Abachi L.**

**LA DATE DU 23 AVRIL A ÉTÉ RETENUE**

## Les Patriotes manifesteront à Alger

**«Nous avons tout à gagner et rien à perdre». La sentence est du représentant des Patriotes d'Oum El Bouaghi, Nacer Benabid, qui paraissait vraiment, à l'instar des autres représentants des Patriotes présents mercredi dernier à Bouira, pour la tenue d'une réunion à laquelle ont participé 26 wilayas, déçu par la tournure des événements.**

**Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir)** - Ali Bouguettaya, porte-parole de la Coordination nationale des Patriotes acquiesce et annonce pour sa part la tenue d'un rassemblement national à Alger pour le 23 avril prochain, décidée lors de cette réunion. «Nous n'avons plus le choix. Face au blocage du dossier des Patriotes et surtout les lenteurs dans la prise en charge de nos doléances, nous avons décidé d'une action d'envergure afin de bousculer les choses», dira Ali Bouguettaya qui insiste sur le fait que cette décision a été prise lors d'une réunion tenue le jour même avec les représentants de 26 wilayas, et qui précise que «même les autres

wilayas représentées dans la coordination qui en compte 35, sont d'accord sur cette action». Par cette action d'envergure, les Patriotes espèrent voir enfin les responsables au niveau national prendre réellement en charge leurs doléances. «Nous ne pouvons plus attendre, ni accepter le fait accompli qui nous est imposé ; encore moins, lâcher certains de nos collègues qui ont combattu à nos côtés et les voir aujourd'hui partis sans aucune reconnaissance ni indemnités», dira Ali Bouguettaya en faisant allusion à certains points tordus qu'ils avaient eu à soulever lors des différentes réunions de la commission interministérielle composée de représentants des ministères du Travail et de la Sécurité sociale, de la Défense nationale, de l'Intérieur et des Collectivités locales, de la Solidarité, ainsi que des représentants de la Coordination nationale des Patriotes. En effet, lors des précédentes réunions, les représentants de la coordination des Patriotes avaient soulevé les problèmes des Patriotes ayant moins de sept ans et demi d'exercice qui n'ouvrent droit à aucune pension ; «une loi qui exclut de fait plus de 20 000 Patriotes», précise-t-il ; les pensions d'invalides dérisoires qui varient entre 5 100 à 15 000

dinars, ainsi que les pensions de 15 000 dinars versées à quelque 2 800 Patriotes dont les dossiers ont été traités sur les 9 000 dossiers déposés au niveau du ministère de la Défense alors qu'ils sont en principe quelque 86 000 Patriotes libérés à ouvrir droit aux pensions de retraite en tous genres.

Ali Bouguettaya rappelle, à titre d'exemple, la pension du simple djoundi qui reçoit 30 000 dinars par mois, alors que le Patriote qui a exercé les mêmes fonctions sinon plus, n'en reçoit que la moitié, soit 15 000 dinars par mois. En tout cas, les Patriotes qui ont tapé à toutes les portes, qui ont organisé plusieurs rassemblements à l'échelle locale, comptent cette fois-ci aller jusqu'au bout en organisant un rassemblement national à Alger. Ils veulent que le dossier des retraites et surtout le cas des Patriotes à l'échelle nationale, soit définitivement pris en charge. Pour rappel, les Patriotes qui avaient pris les armes aux côtés des autres forces de sécurité et des forces auxiliaires comme les gardes communaux, les éléments de légitime défense ou GLD, ont atteint un chiffre de 116 000 éléments, avant que l'Etat, à la faveur d'un retour progressif de la paix, ne les libère sans

aucun préavis. Du jour au lendemain, des dizaines de milliers de Patriotes, dont beaucoup avaient quitté leurs postes pour prendre les armes et défendre le pays, se sont retrouvés en chômage. Au total, ils sont 86 000 Patriotes à être licenciés. Parmi ces 86 000 patriotes, il y a plusieurs catégories dont les blessés par balle qui se sont vu octroyer une pension d'invalides de 5 100 dinars par mois, des blessés par bombe avec 6 700 dinars par mois, des amputés avec 15 000 dinars par mois, etc. D'autres Patriotes qui étaient assurés avant de rejoindre les rangs de l'ANP, se sont retrouvés sans aucune indemnité ni retraite ; d'autres encore qui n'avaient pas cumulé plus de 7 ans et demi de lutte antiterroriste se sont vu éliminés de ce droit. En somme, des injustices que les Patriotes, «ces Ridjal Wakifoune» qui étaient un jour la fierté de tout un peuple, subissent au vu et au su de tout le monde et contre lesquelles ils se battent depuis 2013 mais vainement. Mercredi dernier, les représentants des Patriotes présents à la réunion étaient tous unanimes à dire que le rassemblement du 23 avril prochain sera grandiose. Ils en font un serment.

**Y. Y.**